

Une agence souvent ciblée par les industriels

le Monde 27/X/2015

Mieux vaut avoir le cuir épais. En classant la viande rouge et les produits carnés transformés comme «*cancérogène probable*» (groupe 2A) et «*cancérogènes*» (groupe 1), le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) va s'exposer aux critiques virulentes de l'industrie agroalimentaire et de l'ensemble des filières de production animale. Celles-ci n'ont d'ailleurs pas attendu l'annonce du CIRC, lundi 26 octobre, pour allumer des contre-feux. Dès le 23 octobre, un communiqué de l'Institut nord-américain de la viande accusait le CIRC de «*défier à la fois le sens commun et des dizaines d'études ne montrant aucune corrélation entre la viande et le cancer*».

Le CIRC est accoutumé aux attaques sur l'intégrité de son travail. En mars, l'annonce du classement comme «*cancérogène probable*» du glyphosate, le pesticide le plus utilisé au monde, avait déchaîné les foudres de Monsanto. La so-

ciété agrochimique américaine avait qualifié l'avis du CIRC comme relevant d'une «*science pourrie*» et demandé à Margaret Chan, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé – à laquelle est affilié le CIRC –, de faire «*rectifier*» cette décision.

De même, en 2012, le classement comme «*cancérogènes*» des gaz d'échappement des moteurs diesel avait soulevé de vives protestations de la part des constructeurs automobiles. Les travaux du CIRC étaient, selon eux, fondés sur des études évaluant les anciens moteurs diesel, non les plus récents.

Absence de conflits d'intérêts

En dépit des accusations d'alarmisme, les avis du CIRC jouissent du plus haut niveau de reconnaissance dans la communauté scientifique. Le processus d'évaluation mis en œuvre par l'agence obéit à des règles strictes: pluralité des disciplines scientifiques réunies (toxicologie, épidémiologie, etc.),

absence de conflits d'intérêts des chercheurs sollicités, présence des représentants de l'industrie aux réunions de travail...

En juin, à l'initiative de trois épidémiologistes de renom – Neil Pearce (London School of Hygiene and Tropical Medicine), Aaron Blair (Institut national du cancer américain) et Paolo Vineis (Imperial College de Londres) –, près de 120 chercheurs ont publié dans la revue *Environmental Health Perspectives* une réfutation en règle des critiques généralement adressées à l'agence basée à Lyon. «*Il est instructif qu'il n'y ait aucun cas dans lequel un cancérogène classé dans le groupe 1 [cancérogène avéré] par un groupe de travail aurait été ultérieurement déclassé par un autre panel*», écrivent les chercheurs, soulignant le caractère plutôt conservateur des évaluations conduites par le CIRC.

Le CIRC n'a pas pour seule activité le passage en revue de la littérature scientifique. L'agence con-

duit aussi parfois ses propres études. A la fin des années 1980, le CIRC avait, par exemple, lancé une grande étude épidémiologique sur les effets du tabagisme passif. L'examen des documents internes de l'industrie du tabac, mis dans le domaine public en 1998 par la justice américaine, a montré que British American Tobacco avait fait fuiter dans la presse des éléments tronqués de l'étude, bien avant sa publication. Avec succès: le 8 mars 1998, sous le titre «*Officiel: le tabagisme passif ne provoque pas le cancer*», le *Sunday Telegraph* accusait le CIRC de retenir l'étude au motif qu'elle ne montrerait pas d'effets délétères de la fumée ambiante de la cigarette, voire qu'elle indiquerait... des effets bénéfiques. Les résultats de l'étude du CIRC – montrant une augmentation de 16 % du risque de cancer du poumon chez les épouses de fumeurs – ne furent publiés qu'en octobre 1998. ■

STÉPHANE FOU CART